



MINISTÈRE DE L'ÉCOLOGIE,  
DU DÉVELOPPEMENT DURABLE ET DE L'ÉNERGIE

**Direction Régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement Lorraine**

NANCY, le 30 avril 2014

Unité Territoriale de Meurthe-et-Moselle et de la Meuse  
8, bis, rue Pierre Fourier – CS 12247  
54022 – NANCY CEDEX

**RAPPORT DE L'INSPECTION DES INSTALLATIONS CLASSEES**

**Objet : Société SAINT GOBAIN PAM, Usine de PONT-A-MOUSSON**  
Abandon d'un puits

--	--	--

*Ce document est susceptible de ne pas disposer de signature manuelle. Vous pouvez obtenir une copie de l'original signé en prenant contact à l'adresse mentionnée en en-tête.*



## I – Objet de la demande

La société SAINT GOBAIN PAM exploite à PONT-A-MOUSSON trois hauts fourneaux et y fabrique des tuyaux et pièces de voiries en fonte.

Le fonctionnement de cette usine est réglementé par l'arrêté préfectoral 2010/341 du 6 décembre 2010 actualisant les conditions de l'autorisation d'exploiter applicables à ses installations.

Par courrier du 20 décembre 2013, la société SAINT GOBAIN PAM a informé l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine de l'abandon du « puits fonderie » situé sur ce site industriel et a sollicité une dérogation aux conditions suivantes fixées par l'article 4.2.3.2.3 de l'arrêté préfectoral précité pour l'abandon définitif d'un forage :

*« Dans ce cas, la protection de tête pourra être enlevée et le forage sera comblé de graviers ou de sables propres jusqu'à plus 7 m du sol, suivi d'un bouchon de sobranite jusqu'à -5m et le reste sera cimenté (de -5 m jusqu'au sol) ».*

A ce jour, l'exploitant a démonté l'abri protégeant le « puits fonderie » ainsi que la colonne d'exhaure. La demande de dérogation porte sur les modalités de comblement du puits.

Ce puits est profond de 7,5 m et le niveau d'eau se situe à 3,5 m du niveau du sol (niveau constaté par l'exploitant le 19 juin 2013). L'application des prescriptions de l'arrêté préfectoral susvisé aurait pour conséquence de cimenter sous le toit de la nappe.

L'exploitant propose donc de :

- réduire la cimentation jusqu'à -3m ;
- supprimer la couche de sobranite, l'exploitant indiquant que ce matériau plastique présenterait un risque de fluage sous le poids du ciment sur un ouvrage de 2 m de diamètre ;
- mettre en place une dalle de couverture sur un treillis métallique, venant se raccorder aux étanchéifications de surfaces déjà existantes.

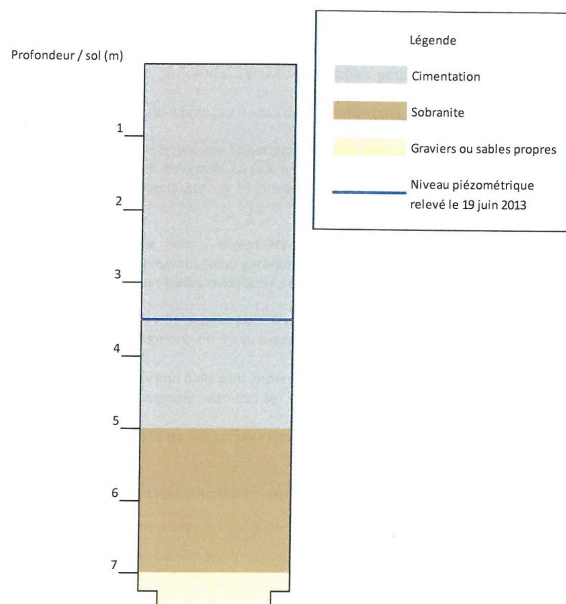


Figure 3 : Coupe technique des prescriptions de l'AP

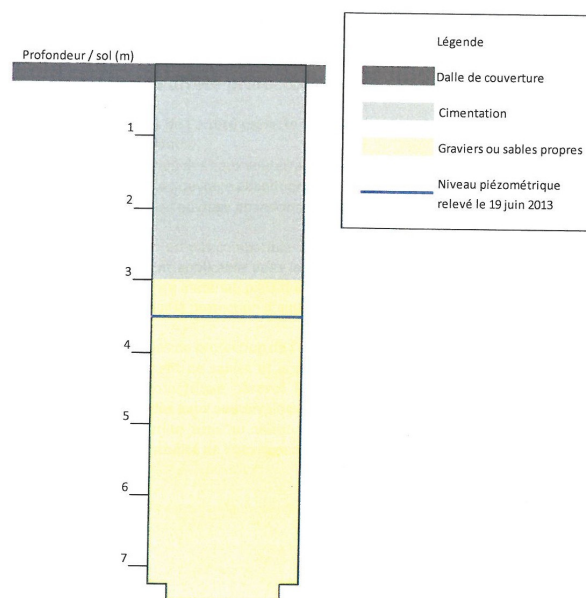


Figure 4 : Proposition de remplacement

## **II – Avis de l'inspection des installations classées**

Les prescriptions fixées à l'article 4.2.3.2.3. de l'arrêté préfectoral d'autorisation ont été rédigées en cohérence avec les données bibliographiques disponibles en 2010, et en particulier le document « le forage en Bretagne - conseils techniques et réglementation » de novembre 2006 (réalisé par les Missions Inter Services de l'Eau des quatre départements de la région Bretagne).

Bien que non directement applicable aux installations classées pour la protection de l'environnement, il est rappelé que l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forage, création de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application de la loi sur l'eau prévoit en cas d'abandon :

*« Tout sondage, forage, puits, ouvrage souterrain abandonné est comblé par des techniques appropriées permettant de garantir l'absence de circulation d'eau entre les différentes nappes d'eau souterraine contenues dans les formations géologiques aquifères traversées et l'absence de transfert de pollution.*

*[...]*

*Le déclarant communique à Monsieur le Préfet dans les deux mois qui suivent le comblement, un rapport de travaux précisant les références de l'ouvrage comblé, l'aquifère précédemment surveillé ou exploité à partir de cet ouvrage, les travaux de comblement effectués. Cette formalité met fin aux obligations d'entretien et de surveillance de l'ouvrage. »*

La norme NF X10-999 « Forage d'eau et de géothermie – Réalisation, suivi et abandon d'ouvrages de captage ou de surveillance des eaux souterraines réalisés par forages » d'avril 2007 (actuellement en cours de révision) prévoit que le comblement, dans le cas d'un ouvrage non conforme à la norme, doit permettre de respecter la protection de la ressource et éviter toute pollution, par exemple pour séparer durablement les aquifères entre eux pour les ouvrages captant plusieurs nappes.

Au vu de ces références, les prescriptions de l'article 4.2.3.2.3 de l'arrêté préfectoral 2010/341 du 6 décembre 2010 n'apparaissent pas en parfaite adéquation avec la profondeur réelle du puits à combler. En effet, celui-ci est de faible profondeur, ne traverse qu'une seule nappe, et est situé en dehors de tout périmètre de protection de captage d'eau potable.

## **III – conclusion et suite proposée par l'inspection des installations classées**

La proposition technique de l'exploitant apparaît adaptée à la configuration locale, sous réserve de mettre en place entre la cimentation et le comblement avec du gravier, un lit de sable (30 à 50 cm) dont le rôle est d'éviter que le ciment ne descende dans le gravier sous-jacent.

**Afin de ne pas retarder davantage la mise en œuvre des mesures propres à limiter toute introduction de pollution dans les eaux souterraines, il est proposé à Monsieur le Préfet de Meurthe et Moselle d'informer la société SAINT GOBAIN PAM de cette conclusion par courrier. Le puits comblé faisant partie du dispositif de surveillance de la qualité des eaux souterraines, il est également proposé d'inviter l'exploitant à proposer sous deux mois à l'inspection des installations classées l'emplacement d'un piézomètre de contrôle venant se substituer au puits en question.**

En complément, il apparaît nécessaire de modifier les prescriptions de l'arrêté préfectoral 2010/341 du 6 décembre 2010 afin de tenir compte de la configuration locale de la nappe. Il est proposé de remplacer la description précise des conditions de comblement figurant actuellement à cet article 4.2.3.2.3, par le dépôt, trois mois avant l'arrêt d'exploitation d'un puits ou forage, de la transmission par l'exploitant au Préfet de département d'une proposition technique pour son comblement conforme aux règles de l'art.

A cet effet, un projet d'arrêté préfectoral complémentaire est joint en **annexe** au présent rapport.

Conformément aux dispositions de l'article R. 512-31 du code de l'environnement, ce projet d'arrêté préfectoral devra, avant son adoption et sa notification, recevoir l'avis du CODERST.

## **ANNEXE :**

**Projet d'arrêté préfectoral complémentaire**  
**modifiant les prescriptions relatives à l'abandon**  
**d'un ouvrage souterrain de prélèvement d'eau exploité par**  
**la Société SAINT GOBAIN PAM au sein de son usine de PONT-À-MOUSSON**

**Le Préfet de Meurthe-et-Moselle,**

**VU** la directive n°2010/75/UE du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

**VU** le titre I du livre V du code de l'environnement, notamment son article R. 512-31 ;

**VU** l'arrêté préfectoral modifié 2010/341 du 6 décembre 2010 actualisant les conditions de l'autorisation applicables à l'usine de fabrication de tuyaux et pièces de voirie en fonte exploitée par la société SAINT-GOBAIN PAM à PONT-À-MOUSSON et BLÉNOD-LÈS-PONT-A-MOUSSON ;

**VU** la norme NF X10-999 « Forage d'eau et de géothermie – Réalisation, suivi et abandon d'ouvrages de captage ou de surveillance des eaux souterraines réalisés par forages » d'avril 2007 ;

**VU** le courrier de la société SAINT-GOBAIN PAM du 20 décembre 2013 relatif à l'abandon du « puits fonderie » situé sur le site de la fonderie de Blénod de son usine de PONT-À-MOUSSON ;

**VU** le rapport de l'inspection des installations classées de la DREAL Lorraine PP/AN/MS/241/2014 en date du 30 avril 2014 ;

**CONSIDÉRANT** le contexte hydrogéologique du site industriel de PONT-À-MOUSSON de la société SAINT-GOBAIN PAM ;

**CONSIDÉRANT** que l'application stricte des prescriptions de l'article 4.2.3.2.3 de l'arrêté préfectoral 2010/341 du 6 décembre 2010 susvisé aurait pour conséquence la mise en œuvre de ciment dans la nappe d'accompagnement de la Moselle ou sa zone de battement ;

**CONSIDÉRANT** que les prescriptions fixées par le présent arrêté visent à garantir la préservation des intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la préfecture de Meurthe-et-Moselle ;

### **ARRETE**

#### **Article 1<sup>er</sup> : Champ et portée du présent arrêté**

La société SAINT-GOBAIN PAM, dont le siège social est situé 91, avenue de la Libération – 54076 NANCY Cedex, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la poursuite d'exploitation l'usine de fabrication de tuyaux et pièces de voirie en fonte sur les territoires des communes de PONT-À-MOUSSON et BLÉNOD-LÈS-PONT-A-MOUSSON.

#### **Article 2 : Comblement d'un ouvrage souterrain de prélèvement d'eau**

Les prescriptions fixées au troisième alinéa de l'article 4.1.3.2.3 de l'arrêté préfectoral du 6 décembre 2010 autorisant et réglementant l'exploitation de l'usine visée à l'article 1<sup>er</sup> du présent arrêté sont remplacées par les dispositions suivantes :

« Abandon définitif :

*L'exploitant communique au Préfet trois mois le début des travaux, les modalités de comblement comprenant : la date prévisionnelle des travaux de comblement, l'aquifère précédemment surveillé ou exploité, une coupe géologique représentant les différents niveaux géologiques et les formations aquifères présentes au droit du sondage, forage, puits, ouvrage souterrain à combler, une coupe technique précisant les équipements en place, des informations sur l'état des cuvelages ou tubages et de la cimentation de l'ouvrage et les techniques ou méthodes qui seront utilisés pour réaliser le comblement, conformément aux règles de l'art. Dans les deux mois qui suivent la fin des travaux de comblement, l'exploitant en rend compte au Préfet et lui communique, le cas échéant, les éventuelles modifications apportées par rapport à la proposition technique transmise préalablement aux travaux de comblement. Cette formalité met fin aux obligations d'entretien et de surveillance de l'ouvrage. »*

### **Article 3 : Sanctions administratives**

Faute par l'exploitant de se conformer aux prescriptions du présent arrêté, il sera fait application, indépendamment des sanctions pénales, des sanctions administratives prévues par l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

### **Article 4 : Recours**

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif de NANCY – 5, place de la Carrière – case officielle n° 38 – 54 036 NANCY Cedex. Le délai de recours est de deux mois à compter de sa notification pour l'exploitant ; le délai commence à courir du jour où la présente décision a été notifiée.

### **Articles d'exécution et d'information**